

Desmond Tutu : " si tu es neutre en situation d'injustice, c'est que tu as choisi le camp de l'opresseur"

N°258 du 9 janvier 2024
Prix : 300 F CFA

Hebdomadaire Nigérien d'Informations Générales édité par "NABOLÉ FILMS". RCCM/NI/NIA/2017/A/497. NIF : 40451/S
Siège Social : Quartier Dan Gao, Rue en face du Bar Canon à 200 mètres.

L'ÉCLOSION

L'Alliance des Etats du Sahel à Niamey

De grosses choses se préparent



Éditorial

Complicité nationale

Ibrahim YERO

En 5 petits mois de gouvernance du Cnsp et du gouvernement de transition, notre beau Pays a déjà atteint son indépendance énergétique. En tout cas, personne ne nous fournit le moindre kilowattheure. En voulant nous sanctionner impitoyablement au point de nous priver du courant électrique si indispensable à la vie humaine, la Cédéao et le Nigéria ignoraient une chose : les Nigériens sont un peuple fier de guerriers et leurs nouveaux dirigeants sont des patriotes. Je voudrais ici parler de la résilience de notre population et de la volonté de nos gouvernants de tirer le Niger vers le haut. Aucun obstacle ne peut résister à ce cocktail. Ce dont un pays a le plus besoin pour progresser et se développer est moins des richesses naturelles que de citoyens endurants et déterminés mais aussi de dirigeants éclairés prêts à tout pour défendre les intérêts de la Nation. A l'heure actuelle, le Niger dispose de ces deux éléments complémentaires et fondamentaux. Notre Peuple, malgré la pauvreté liée aux sanctions de l'Uemoa et la cherté de la vie voulue, décidée et créée par la

Suite P. 5

Lettre ouverte à Monsieur le Président Abdourahamane Tiani.

« Je ne vois, en aucun cas, pourquoi la Cédéao qui nous a fermé ses frontières (...) va faire la pression sur le Cnsp et le gouvernement du Niger pour la durée de la transition », s'étonne Bachir Harouna Hambali, Chef de canton de Dioundiou.



Bloquée par la défunte Renaissance depuis plus de 5 ans

Le Cnsp et le Gouvernement de transition ouvrent la voie à l'usine sucrière de Dioundiou

Lettre ouverte à Monsieur le Président Abdourahamane Tiani.

Excellence Monsieur le Président,

Comme promis, me voilà de retour pour ma seconde lettre. Cette fois, j'ai décidé de vous parler de « nous » - je veux dire la presse - pas seulement pour plaider ou défendre nos misérables intérêts corporatistes mais surtout pour évoquer l'intérêt du Niger, j'allais dire le seul véritable intérêt que nous devons chacun et tous préserver.

Monsieur le Président,

Je ne doute point de votre volonté de laisser un Niger prospère et irréversiblement engagé sur le chemin de son développement. Tous les actes de gouvernance posés jusque-là par le Cnsp et le Gouvernement ne laissent aucun doute sur cette assertion. Et, à mon avis, l'un des plus beaux cadeaux que vous devez offrir à la postérité est une presse privée forte, libre, indépendante, responsable et épanouie. Une telle presse sera le meilleur contrepouvoir pour protéger les libertés et les intérêts supérieurs de la Nation quand les politiciens voudront se liguer contre le Peuple.

Excellence,

La mémoire collective retient que c'est la presse qui a défendu la démocratie en 2009 contre le Tazartché ou la prolongation du dernier mandat de feu le Président Tandja Mamadou. Les médias privés étaient au cœur du débat, ils ont donné la parole aux opposants, à la société civile, aux juristes, aux citoyens lambda aux leaders d'opinion, bref, à tout le monde. Si bien que les citoyens, dans leur majorité, ont compris les enjeux et se sont positionnés en conséquence. Ayant été un témoin de premier plan de la force du « quatrième pouvoir » dans cette lutte, l'ancien président Issoufou Mahamadou a, dès son arrivée au pouvoir, engagé le démantèlement de la presse privée, du moins son apprivoisement. C'est ainsi qu'il s'est acheté les services de l'essentiel des médias privés à travers des « contrats » à coups de dizaines de millions pour les télévisions privées qui acceptent en contrepartie de chanter les louanges de son régime en évitant les critiques déplaisantes à son égard. Pour la presse écrite privée, sur la centaine de titres plus ou moins réguliers, la quasi-totalité a rallié la Renaissance pour chanter des louanges imaginaires et des bienfaits existants. Pour ces « loyaux » services au détriment de leur Pays, le Niger, ils sont récompensés par des postes de conseillers qui ne conseillent pas dans les institutions de la République pour juste toucher des

prébendes. Leurs journaux - dont ils n'arrivent pas à vendre une dizaine d'exemplaires - bénéficiaient de tirages gratuits aux frais de la princesse car ils les amenaient dans une clef Usb à l'imprimerie qui imprime sans rien demander sachant que sa facture sera réglée par le Trésor public. Dans le même temps, les sociétés et entreprises d'Etat donnent à ces journaux des publicités qui n'en portent que le nom puisqu'il n'y a pas de lecteurs pour voir lesdites publicités mais peu importe l'objectif étant de récompenser l'autocensure.

En revanche, les quelques 5 journaux (permettez-moi de ne pas les citer) qui ont refusé de vendre leur âme au diable sont privés de toutes publicités y compris du secteur privé avec l'interdiction formelle aux opérateurs économiques de faire des annonces dans ces journaux condamnés à mourir de faim ou à se rallier pour éviter la disparition. Par la grâce de Dieu, nous avons tenu bon au nom de la défense de la patrie. Pour accentuer la pression, en 2018, le tristement célèbre Hassoumi Massoudou alors ministre des Finances a décidé d'imposer la Tva sur le papier journal et les consommables. Une mesure que votre Gouvernement vient si merveilleusement d'abroger, soyez-en remercié et félicitez. Pour me résumer : pendant que le régime finançait les journaux privés à sa solde, l'appareil de l'Etat est utilisé pour réprimer financièrement ceux qui, jaloux de leur indépendance, sont restés fidèles à leurs lignes éditoriales en défendant l'intérêt général mis à mal par un régime apatride à tous égards. Les autres « profiteurs » sont les médias français dont certains sont payés à 150 millions FCFA par une seule société d'Etat nigérien pour produire un seul magazine hors-série (qui n'est même pas distribué à leurs abonnés) pour soigner l'image du régime à l'international. Pendant ce temps, le Fonds d'aide à la presse privée de tout le Niger est de 200 millions et souvent 100 millions comme en 2019-2020. Tandis que les budgets communication des ministères finissent dans des parutions « spéciales » et autres gadgets qui permettent de mettre une bonne partie dans les poches des fonctionnaires.

Excellence, telle est, brièvement, la situation de la presse dite indépendante sous le régime que vous avez si heureusement renversé en ce magnifique et inoubliable 26 juillet. Vous comprenez donc aisément, Monsieur le Président, pourquoi votre avènement au pouvoir a trouvé la presse privée dans une précarité

crasseuse. Le fait est que les « privilèges » et autres « récompenses » octroyés par l'ancien régime ne profitent en réalité qu'aux promoteurs de ces médias, eux, qui ont le pouvoir de décider de la ligne éditoriale. Mais pour les professionnels, c'était la misère même si c'est toujours la misère pour tout le monde.

Monsieur le Président,

Beaucoup pensent que les réseaux sociaux ont remplacé la presse mais c'est loin d'être la vérité. Il est bien vrai que la presse n'a plus la primeur de l'information mais dès que celle-ci tombe dans les réseaux sociaux, le premier réflexe du citoyen est de se tourner vers les médias traditionnels et les journalistes pour vérifier cette information. La presse a donc un pouvoir de crédibilité que les médias sociaux n'ont pas et n'auront pas de sitôt. Tout comme l'école est un instrument indispensable dans le développement d'une Nation, la presse l'est aussi dans une certaine mesure. Et si nous avons pu en un temps record fédérer les Nigériens autour du soutien au Cnsp, c'est en partie grâce à la presse citoyenne qui s'est mobilisée sans attendre le moindre appel pour soutenir et inviter le Peuple à faire autant. Monsieur le Président, l'importance de la presse est aussi qu'elle est un rempart contre l'injustice en ce qu'elle permet de dénoncer les mauvaises pratiques cachées ; elle impose la transparence en poussant des responsables à s'expliquer, se justifier sur leur gestion.

Excellence,

Avec votre permission, j'en viens maintenant aux propositions devant permettre à la presse privée de bien remplir sa mission d'intérêt général. Aujourd'hui, les professionnels des médias gagnent un salaire mensuel qui va de 30 000 FCFA à autour de 100 000 pour les plus chanceux. Pour l'écrasante majorité, ils n'ont pas de pension retraite, pas de sécurité sociale ni même de prise en charge médicale. Pire, avec les sanctions de la Cédéao et l'Uemoa contre notre Peuple, les travailleurs de la quasi-totalité des médias privés comptent plusieurs mois d'arriérés de salaire. Vous conviendrez avec moi, Monsieur le Président, qu'il est extrêmement difficile d'offrir un travail de qualité dans de telles conditions. A mon humble avis, les propositions ci-après pourraient permettre d'améliorer les conditions professionnelle et existentielle de la famille de la presse privée :

1. Procéder à un recensement biométrique de tous les travailleurs



des médias privés sur l'ensemble du territoire national ;

2. Modifier les textes pour permettre que les responsables du Conseil supérieur de la communication (Csc) et de la Maison de la presse soient désormais élu au suffrage direct par les travailleurs des médias et non des organisations socioprofessionnelles qui ne représentent en réalité que leurs animateurs qui s'en servent comme monnaie d'échange ;

3. Imposer aux sociétés et entreprises publiques de faire la publicité exclusivement dans les médias locaux ; imposer aux ministères et autres institutions d'utiliser leurs budgets communication pour commander des couvertures médiatiques (radio, télé et presse écrite) ; insérer - si possible - dans les critères d'attribution des marchés publics, l'enveloppe de publicité et annonces dans les médias locaux pour toute entreprise soumissionnaire ;

4. Prendre un acte pour autoriser aux médias locaux d'accéder à tous les ministères et services publics (en dehors des bâtiments militaires et paramilitaires et autres services sensibles) sans préavis.

J'en viens maintenant, Excellence, à la proposition que je vous prie de bien vouloir accepter et mettre en œuvre le plus tôt possible. Je vous conjure, Monsieur le Président, de bien vouloir prendre un acte pour accorder une prise en charge médicale à tous les travailleurs des médias privés car contrairement aux autres corporations privées, la presse fait un service public. Il s'agira de rendre gratuit la consultation, les examens médicaux et hospitalisation pour les professionnels des médias privés et leurs familles dans tous les centres publics de santé. En accédant à cette demande, vous rendrez un inestimable service à cette profession qui peine à nourrir son Homme. Je m'arrête ici en promettant de vous revenir, in sha Allah, avec un autre sujet dans notre prochaine parution.

L'Alliance des Etats du Sahel à Niamey

De grosses choses se préparent



Par : Ibrahim YERO

Les patrons de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bcéao) et leurs maitres à penser ne savent plus à quel saint se vouer. Ils paniquent et parcourent le Sahel dans tous les sens. Et pour cause, selon des informations non officielles, la mise en circulation de la monnaie de l'Aes n'est plus qu'une question de jours. Les plus convaincus parlent même d'une question d'heures tant tout le processus serait bouclé. Ce qui est sûr, le fantôme de cette monnaie hante les nuits de l'Uemoa, la Bcéao, la Cédéao et leur Maitre à penser France. Et si les bourreaux du Niger semblent si inquiets et déboussolés, c'est qu'ils savent que ces informations, quoique non officielles, sont assez crédibles. D'ailleurs, ils disposent même de suffisamment de moyens (financiers, matériels et surtout en renseignement) pour savoir où en sont les pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (Aes). Pour notre part, nous percevons beaucoup d'indices permettant d'évoquer l'imminence de cette monnaie tant attendue par les peuples de l'Aes et si redouté par le colonisateur et ses valets locaux.

Premier indice

En visite au Mali et au Burkina Faso, deux pays membres de l'Aes, le Président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (Cnsp), chef de l'État, le Général



de brigade Abdourahmane Tiani a remis des invitations à ses homologues Assimi Goïta et Ibrahim Traoré pour une visite au Niger. Partout, lesdites invitations ont été « acceptées » et « la date sera communiqué par voie diplomatique », apprend-on de communiqués officiels.

Deuxième indice

Quelques jours plus tard, Niamey est inondée de posters géants des dirigeants de l'Aes sur les principales artères de la capitale. Partout, les photos du Général Abdourahmane Tiani, du Colonel Assimi Goïta et du Capitaine Ibrahim Traoré trône en maitre dans la capitale nigérienne. Rien d'étonnant puisque les invitations ont été données, puis acceptées donc les visuels préparent la population nigérienne à accueillir ses grands hôtes.

Troisième indice

Les Premiers ministres des pays de l'Aes ont séjourné à Niamey du 29 au 31 décembre 2023. Choguel Kokala Maïga du Mali et Apollinaire.....ont fait coïncider leur venue au Niger avec la célébration de la fin du départ du dernier soldat français de notre sol. Peut-être pour brouiller les pistes puisqu'ils ont juste fait une apparition à la Place de la résistance pour saluer la population mais ils n'ont fait aucune déclaration sur place. Puis, ils ont bouclé leur séjour à Agadez pour assister à la finale de la 44e édition du Sabre national de lutte tradition-

nel. Mais la veille c'est-à-dire le lendemain de leur arrivée, ils avaient coanimé une conférence publique au Centre international de conférences Mahatma Gandhi de Niamey en compagnie de leur homologue nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine. Là, c'était la surprise totale pour ceux qui y ont assisté. Alors qu'on s'attendait à des grandes annonces sur l'Alliance des Etats du Sahel notamment la nouvelle monnaie, la déception était grande. Les trois Premiers ministres se sont mis à répéter ce qu'ils avaient déjà dit chacun de son côté à d'autres occasions comme pour juste ne pas manquer de dire quelque chose et se débarrasser de l'opinion publique sahélienne. Ils ont amusé la galerie avec des propos du genre « chaque homme de l'Aes doit prendre 3 épouses : une nigérienne, une malienne et une burkinabè ». Bref, les primo s'étaient contentés de dire ce que tout le monde savait déjà sur le parcours des transitions militaires dans les trois pays. D'ailleurs, ils n'avaient même pas prévu de répondre à des questions des journalistes pourtant fortement mobilisés. La déception était si grande qu'à la fin de la conférence, une voix s'était élevée dans le public pour demander où en est-on avec la monnaie de l'Aes ? à cette question, le Premier ministre nigérien a répondu ceci : « nous en reparlerons » comme pour éviter de donner la moindre information.



Pourtant, tout le monde sait que les Experts de l'Aes s'étaient réunis à Bamako en novembre dernier pour réfléchir et faire des propositions aux ministres des Affaires étrangères et ceux de l'Economie et des Finances. Lesquels s'étaient aussi penchés sur lesdites propositions. Ce qui est sûr, les Premiers ministres du Mali et du Burkina Faso ne sont pas venus au Niger pour visiter la Place de la résistance ni même pour assister à la lutte traditionnelle. Ils sont bel et bien venus préparer le sommet des chefs d'Etats de l'Aes. C'est certain.

Aussi, si le Niger ne semble pas presser le pas pour faire lever les sanctions, c'est que, forcément, il sait que sous peu il n'aura plus besoin de ses FCFA bloqués à la Bcéao par l'Uemoa. Le ministre nigérien des Affaires étrangères Bakary Yaou Sangaré l'avait dit « c'est plus sûr » que notre Pays quitte l'Uemoa car, disait-il, c'est surtout les sanctions de cette institution communautaire qui « nous font le plus mal ».

Il faut donc s'attendre dans les prochains jours à un sommet des chefs d'Etat de l'Aes à Niamey avec de grandes annonces comme la mise en circulation d'une monnaie, la création d'une compagnie aérienne et la mise sur pied d'une confédération ou fédération des Etats du Liptako Gourma.

Bloquée par la défunte Renaissance depuis plus de 5 ans

Le Cnsp et le Gouvernement de transition ouvrent la voie à l'usine sucrière de Dioundiou



Après 7 ans passés à solliciter l'agrément au bénéfice des avantages des dispositions spéciales du code des investissements, la société « Arake industrie Niger (ARI NIGER) SA » voit enfin le bout d'une longue disette. En effet, le conseil des ministres du jeudi 04 janvier 2023 a adopté le projet de décret accordant le bénéfice des avantages du régime conventionnel du code des investissements à la société « Arake industrie Niger (ARI NIGER) SA » pour son activité de production de sucre brun à Dioundiou, département de Dioundiou (région de

Dosso). La société « Arake industrie Niger (ARI NIGER) SA » est une société anonyme (SA), au capital de deux milliards de francs CFA, dont le siège social est fixé à Niamey. Ladite société dont le promoteur est le chef de Canton de Dioundiou, Bachir Harouna Hambali, se chargera entre autres : de la production de sucre, de jus de canne à sucre et d'aliments bétails. D'après le décret ministériel « L'octroi de cet agrément, permettra notamment à ladite société de contribuer à la lutte contre la pauvreté à travers la création de deux cents soixante (260) agents permanents, à la génération d'une valeur ajoutée estimée (à) près de 82 milliards de FCFA au cours des dix (10) premières années d'exploitation du projet et à la contribution à la réduction des importations du sucre à l'échelle nationale ».

A travers la création de cette société, c'est le Niger qui voit son tissu industriel amélioré, ce qui favoriserait la lutte contre la pauvreté, mais aussi, la lutte contre le chômage et l'exode massif des jeunes. L'usine de sucre sera également une alternative pour contrer les changements climatiques impactant directement nos cultures

traditionnelles. Cette saison en est une bonne illustration, un peu partout dans les 4 coins du pays, les récoltes sont loin de répondre aux attentes des paysans et de la population de manière générale. Et comme l'a dit, il y'a quelques semaines de cela le chef de Canton de Dioundiou, Bachir Harouna Hambali « il n'y a pas de souveraineté sans autosuffisance alimentaire ». Nous espérons que la société « Arake industrie » apportera sa pierre à l'édifice pour le développement du pays et contribuera à l'atteinte de son autosuffisance alimentaire.

L'ÉCLOSION

Lu pour vous : « la tempête de la révolution », le nouvel ouvrage de Sidi Abdou

Suite au vent du changement qui souffle un peu partout dans le monde et particulièrement sur le continent africain, plusieurs pays se sont mis à la reconquête de leur souveraineté et leur indépendance véritable longtemps bafoués par les colons impérialistes. Cela a occasionné les bouleversements sociopolitiques, culturels et économiques de beaucoup de pays. Ce qui a incité notre écrivain Abdou Sidi, connu sous le nom de plume chef Sidi à plonger sa plume dans l'encre pour



écrire son œuvre intitulée « Tempête de la Révolution ». A travers cette œuvre, l'auteur analyse, interprète et lance les fondements solides d'une révolution des peuples longtemps tyrannisés par d'autres nations voutours. Le peuple incarne aux yeux de l'auteur, une puissance irrésistible devant laquelle personne ne peut résister. C'est partant de ce constat qu'il a créé un concept qu'il nomme : « le peuple a toujours raison ». Car selon lui, la décision du peuple est souveraine, elle est légale

car émanant du plus grand nombre. Ce livre est une réflexion sur les méthodes, les procédés et les normes permettant de résister et de rompre avec la domination socio-culturelle, politique et économique des occidentaux sur le peuple qu'on tentait de maintenir dans ce qu'il convient d'appeler le sous-développement. Notons que Chef Sidi est un écrivain nigérien, auteur d'une dizaine de livres publiés. Il est romancier, nouvelliste, essayiste et poète.

Les Nigériens : guerriers intrépides, déterminés et fiers

Par : A. Razak Harouna

La prise du pouvoir par le Cnsp au Niger, le 26 juillet dernier a été marquée, d'une part, à l'intérieur du pays, par une adhésion populaire prompt et simultanée du peuple aux nouvelles autorités. Néanmoins, d'une autre part, l'on a été victime de toute sorte de menaces et de toutes parts, au point d'avoir l'impression que notre pays ne tiendrait pas aussi longtemps qu'aujourd'hui. C'est du moins ce qu'ont prédit quelques apatrides du régime déchu et qu'ont souhaité certains chefs d'Etat de la Cédéao qui ont voulu nous asphyxier jusqu'à la mort en nous imposant une batterie de sanctions aussi chargée qu'à 100%, allant jusqu'à nous menacer d'une intervention militaire. Hélas, tout cela n'est rien comparé à la détermination du peuple nigérien. Voilà, 5 mois durant, les nigériens continuent de respirer et que plus rien ne semble arrêter leur marche vers la souveraineté et l'indépendance véritables, longtemps bafouées par la France colonialiste.

« L'ennemi de l'homme noir, c'est l'homme noir », dit un proverbe. Effectivement, cela est bien vrai car à chaque fois qu'un pays africain essaie de se révolter contre l'impérialisme et le néocolonialisme, ce sont ses pays voisins, amis et frères



qui créeront toutes les conditions possibles pour le maintenir dans l'esclavagisme et le néocolonialisme. Ce n'est donc pas étonnant si certains chefs d'Etat de la Cédéao et l'Uemoa se sont acharnement engagés à mener cette lutte contre le Niger, un pays voisin, frère, ami et membre des institutions régionales (la Cédéao et l'Uemoa).

Toutefois, leur vœu est plus que jamais sur le point d'être voué à l'échec. Cela grâce à l'union, la détermination, la résilience du peuple nigérien et aussi le soutien des pays fidèles, frères et amis dont entre autres : le Mali, le Burkina Faso, le Togo, la Russie, la Guinée etc.

Pour la reconquête de leur indépendance et leur souveraineté, les nigériens se sont dits prêts à mourir debout que de continuer à vivre à genoux. Les sanctions meurtrières, les menaces d'effondrement du pays, les tentatives de déstabilisation... rien n'a pu les distraire, ni les détourner de leur direction, menant inexorablement droit à l'atteinte de leur objectif commun. «

Les fruits d'un effort finissent toujours par payer », dit l'autre. De ce fait l'effort consenti par le peuple nigérien a commencé à porter ses fruits. Grâce à leur rude combat, les nigériens sont en train d'enregistrer d'importants succès, qui au bout de la résistance seront synonymes d'une grande et historique victoire. Parmi les succès qu'a remportés le peuple nigérien, l'on retiendra entre autres : le départ définitif des troupes françaises du sol nigérien. L'institution, elle-même (la Cédéao) se sent de plus en plus moins considérée et menacée avec la création de l'Alliance des Etats du Sahel, composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger, tous membres de la Cédéao. Le pays de Patrice Talon (Bénin) vient de lever la mesure relative à la suspension du port de Cotonou. Et l'on sait pertinemment que c'est à contre cœur du président Béninois, qui, en voulant rendre aux nigériens les jours sombres, s'est vu aussi inviter les ténèbres chez lui. Quant au président nigérien, Tinubu n'aurait ja-

mais cru en interrompant au Niger sa fourniture en électricité, qu'il favoriserait au pays son indépendance en électricité, qui n'est plus qu'une question de temps. La fermeture des frontières avec le Nigéria n'a pas rendu que les nigériens malheureux, mais que les nigériens subissent également.

Les fugitifs apatrides sont de plus en plus délaissés dans leur rêve éveillé, d'ores et déjà ils sont dévêtus de la robe des privilèges qu'ils portaient, à travers la prise en charge dont ils bénéficiaient. Ce, à cause de la reconnaissance des autorités de Niamey par la Cédéao. Cela laisse entendre que l'institution n'accepterait plus qu'un apatride du régime déchu, se présente au nom du Niger lors de ses prochains sommets. D'ailleurs, certains commencent à rentrer au bercail pour occuper leur cellule en prison comme c'est le cas d'Ibrahim Yacoubou, ancien ministre de l'Energie sous Bazoum. Il est rentré avec un laissez-passer fourni par l'ambassade du Niger au Maroc et séjourne depuis à la prison civile de Niamey.

L'ONU également, après nous avoir infligé une gifle aux yeux du monde, en empêchant à notre ministre des Affaires étrangères de se prononcer à la 64ème édition de l'Assemblée générale des Nations-unies, reconnaît dorénavant le coup d'Etat au Niger.

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

France et sa Cédéao, reste debout et déterminé à aller de l'avant. Malgré la dureté de la vie marquée par une réelle difficulté à s'alimenter et à se soigner au mieux, les Nigériens ne se plaignent pas au contraire, ils débordent d'espérance sur des jours meilleurs qu'ils donnent l'impression d'apercevoir dans un très proche avenir.

Mais il faut le reconnaître et le dire, cette espérance collective tire aussi sa source de l'assurance que le régime en place donne chaque jour un peu plus à travers ses décisions et actes de gouvernance. Rien que la semaine écoulée, une décision du ministre du Pétrole est venue mettre fin à une situation que les Nigériens

ont décriée depuis plusieurs années mais qui tombait dans les oreilles de sourds des anciens dirigeants. Il s'agit de la maltraitance des jeunes nigériens qui travaillent dans le secteur pétrolier et qui sont exploités par des agences de placement qui précarisent leurs emplois. Le ministre Barké a tapé du poing sur la table pour mettre fin à cette pratique malsaine. Dans le même temps, l'on apprend que le Cnsp et le Gouvernement de Ali Mahaman Lamine Zeine ont annulé la nomination par le directeur général de l'Asecna de son propre fils. Un népotisme qui était répandu sous l'ancien régime monstrueux du Pnds-Tarayya.

Ce capital confiance permet au Cnsp et au gouvernement d'avoir

les mains libres pour prendre les bonnes décisions qui peuvent avoir des conséquences difficiles sur le vécu quotidien des Nigériens dans l'immédiat. C'est le cas par exemple du rejet de la proposition du Bénin de Patrice Talon de rouvrir son port à notre Pays. Malgré que l'usage de ce port est très bénéfique parce qu'il permet d'assurer l'approvisionnement régulier en marchandises de toutes sortes et à moindre coût, le Cnsp n'a pas hésité à cracher sur la main tendue du valet Patrice Talon qui nous avait déclaré la guerre. C'est pareil quand le Premier ministre, selon Rfi, a écrit à la Cédéao pour décaler la mission des émissaires de cette dernière à Niamey du 10 au 25 janvier jusqu'à la tenue du Forum

national sur la transition. Une façon de dire « nous ne sommes plus pressés pour la levée de vos sanctions ». Cela a aussi été possible grâce à la résilience, la détermination et la confiance du Peuple nigérien en ses autorités de transition.

C'est dire que nous sommes sur la bonne voie, celle de faire nos propres choix et de les assumer. Il faut juste que chacun, Peuple et Gouvernants, maintienne le cap pour ne pas dévier du chemin salutaire au bout duquel se trouvent l'honneur, la dignité, la souveraineté et la prospérité. Demain sera meilleur, in sha Allah !



« *Je ne vois, en aucun cas, pourquoi la Cédéao qui nous a fermé ses frontières (...) va faire la pression sur le Cnsp et le gouvernement du Niger pour la durée de la transition* », s'étonne Bachir Harouna Hambali, Chef de canton de Dioundiou.

Selon Rfi, le Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine a, dans une correspondance, demandé à la Cédéao d'ajourner la mission de ses émissaires jusqu'au 25 janvier prochain. Que pensez-vous de cette décision ?



Bachir Harouna Hambali : Nous pensons que le Premier ministre est resté dans la dynamique des nouvelles autorités qui ont promis de toujours écouter le peuple sur toute question d'intérêt national. En ce qui nous concerne, nous pensons que le peuple nigérien est assez mature, le peuple nigérien est conscient du passé, et il ne va pas se hasarder à commettre les mêmes erreurs. Il y'a plusieurs défis à relever dans le pays pendant cette transition qui a fait naître beaucoup d'espoirs. Il y'a le défi sécuritaire, le défi de la santé, le défi de l'éducation, le défi de l'autosuffisance alimentaire, le défi d'industrialisation du Niger. Alors, pourquoi se précipiter pour déterminer la durée de la transition et pourquoi même une courte transition ? Dans la précipitation, on va seulement satisfaire les intérêts de certaines personnes, des intérêts individuels des gens, qui ne mangent qu'avec la politique.

La durée de la transition est sur toutes les lèvres. Certains compatriotes demandent au Cnsp de rester au pouvoir pendant au moins 10 ans, d'autres estiment que la question est déjà tranchée par le chef de l'Etat qui avait annoncé une période n'excédant pas 3 ans. Qu'en pensez-vous ?

Par rapport à cette question, j'aimerais juste attirer l'attention de mes compatriotes : il faut toujours avoir un regard sur le passé pour pouvoir corriger le présent et faire une belle projection pour l'avenir. Dans le

passé, il y'a eu 5 coups d'Etat au Niger : le premier, c'était avec Seyni Kountché en 1974, après vient ceux de Ibrahim Baré Maïnassara, Daouda Malan Wanké, Salou Djibo et celui de du Général Abdourahamane Tiani. Voyez-vous, Kountché a fait 13 ans au pouvoir de 1974 à 1987. Cela lui a permis de faire un travail remarquable que les nigériens continuent de saluer et d'honorer. Feu Seyni Kountché a mis les nigériens au travail, il a donné à la fonction publique des cadres compétents, consciencieux et surtout patriotes qui œuvraient pour l'intérêt général. En son temps, les hôpitaux et centre de santé soignaient toute la population gratuitement, du fils du paysan au fils du fonctionnaire, tous les enfants fréquentaient l'école publique qui était totalement gratuite y compris pour les fournitures et manuels scolaires. De même que l'enseignement supérieur était accessible aux enfants des pauvres qui bénéficiaient de bourses publiques pour étudier dans les grandes écoles du monde. Kountché a aussi cimenté l'unité nationale dont nous bénéficions aujourd'hui et il a si bien inculqué à la population les valeurs de dignité, d'intégrité, de probité et d'honnêteté que le Nigérien était respecté partout dans le monde. Mais, pour arriver à ce résultat, il lui a fallu un

travail gigantesque qui a pris 13 ans.

En revanche, toutes les transitions militaires qui ont suivi la mort du Général Seyni Kountché du coup d'Etat du Général Baré à celui de Salou Djibo, n'ont pas pu faire avancer le pays ni même trouver des solutions aux causes de l'instabilité qui a fait tant de mal à notre Pays. Parce qu'ils avaient tous cédé aux pressions de la Cédéao pour organiser précipitamment des élections qui nous ont toujours ramenés à la case de départ à savoir des crises politiques et des coups d'Etat militaires. Rappelez-vous, Baré n'avait fait que quelques mois de transition avant d'organiser les élections, Wanké en a fait 9 mois et Salou 18 mois. Pour quel résultat ? C'est pourquoi vous entendez les Nigériens dire qu'ils ne veulent pas de courte transition car ils ne veulent plus revivre les mêmes conséquences.

Justement, aujourd'hui, les Nigériens veulent que le Cnsp et le Gouvernement prennent le temps nécessaire pour mettre le Pays sur les rails mais la Cédéao ne l'entend pas de cette oreille, que faire ?

Je ne vois en aucun cas, pourquoi la Cédéao, qui nous a fermé ses frontières, qui n'a pas eu pitié du

peuple du Niger, qui a interdit l'importation des médicaments et des vivres en fermant les frontières, semant la mort et la désolation dans les hôpitaux et dans les familles à travers ces sanctions inhumaines va faire la pression sur le Cnsp et le gouvernement du Niger. Comment cette Cédéao peut-elle imposer que pour négocier avec notre Pays sur la levée des sanctions, il faut que nos autorités lui un chronogramme pour la transition. Mais ce ne sont pas les menaces qui vont nous faire peur, parce que nous avons déjà soufferts dans notre chair. Et on va continuer à supporter la souffrance parce que la dignité ne s'achète pas, elle se mérite. L'intégrité, l'honneur, c'est ça l'homme. On a aucun ordre à recevoir de la Cédéao parce que c'est notre Pays et c'est à nous de décider.

Pensez-vous que l'appartenance du Niger à l'Alliance des Etats du Sahel (AES) doit aussi peser sur la détermination de la durée de la transition ?

Ce qu'il faut retenir, le Niger est dans l'Alliance des Etats du Sahel, donc toute décision doit être collégiale entre les Etats de l'AES. Et il y'a l'ambition des pays de l'AES de faire leur propre monnaie. Dans la précipitation, comment on va y arriver ? La dignité, l'intégrité, la liberté commence par ça. Si quelqu'un qui tu déteste contrôle ta monnaie, contrôle ta richesse, cela veut dire que tu vas toujours souffrir. C'est au peuple nigérien de décider de la durée de la transition. Et il faut aussi retenir que le Niger est dans une alliance avec le Mali et le Burkina Faso, donc il ne décide pas seul.

La Chine, un pays où les Africains vivent bien

Cas de notre compatriote Izzidhine Mohamed

Par : A. Razak Harouna

A l'instar de leurs compatriotes, les nigériens de la diaspora sont loin de rester en marge de la situation que traverse notre cher pays. Chacun en ce qui le concerne essaie de prouver à sa manière son amour à la mère patrie. Vivant en Chine depuis 12 ans Izzidhine Affizou Mohamed, PDG Izam international business reste toujours attaché à son pays. « Comme notre pays est sous embargo, nous en tant que diaspora de la communauté africaine, on se bat de tous nos moyens pour voir dans cadre on peut aider nos autorités à sortir de cette crise qui nous a injustement été imposée. Parce que bien que je vis là-bas, le Niger reste et demeure mon pays »

L'ancien président de la communauté nigérienne dans la ville de Yiwu (en Chine) pendant 5 ans, Izzidhine évoque le vécu de ses compatriotes en Chine, un pays qu'il juge accueillant et amical « les nigériens se portent bien, on vit comme chez nous. La Chine et le Niger, on a presque les mêmes cultures. A Yiwu, on a accès à tout ce qu'on veut. Il arrive même que les autorités locales, nous consultent avant de prendre des décisions, je peux dire que la Chine est notre deuxième terre. »

L'intégration de notre compatriote



à plusieurs sortes de volontariats, de don de sang, on aide aussi pour la circulation routière. Et, une grande première, récemment, notre association a pu faire recruter trente-trois (33) africains dont la majorité sont des nigériens. On leur a trouvé du boulot. »

Sous le leadership de notre compatriote, cette association a organisé une mémorable soirée de gala pour célébrer la fin de l'année 2023.

Mali, du Niger, de la Guinée, ainsi que les consuls de la Côte d'Ivoire à Guangzhou et du Nigeria à Shanghai y ont tous assisté. « Ça a été une soirée riche en couleurs, ils ont aimé, ils nous ont même incités à faire ça chaque année, ils sont prêts à nous accompagner dans notre lutte. Parce que, c'est au cours de ce genre de soirées qu'on montre (qu'on promeut, ndlr) la culture africaine aux chinois. C'est aussi à

chancelleries africaines.

Sachons que Izzidhine Affizou Mohamed a immigré en Chine à 28 ans. Il a fondé Izam, une société qui porte les initiales de son nom et qui dispose d'une succursale au quartier Boukoki de Niamey dans les encablures du célèbre marché Katakou. La société s'est spécialisée dans la vente de matériels électriques et électroménagers de type solaire et en courant continu et est



dans la société Chinoise a fait de Izzidhine un exemple parfait d'une migration réussie. Aujourd'hui, Izam est le président du bureau de l'association dénommée « communauté africaine de Yiwu » qui regroupe les ressortissants d'une quarantaine de pays. « On participe

L'événement a mobilisé un nombre impressionnant de diplomates mais aussi de personnalités chinoises dont le maire de Yiwu. Pas moins de 4 ambassadeurs dont le doyen en République populaire de Chine ont fait le déplacement à Yiwu. Les ambassadeurs du Cameroun, du

travers ce genre de soirées qu'on ouvre la porte à des partenaires chinois qui aimeraient venir investir en Afrique et nous, on les accompagne. »

Izam a été honoré, en recevant plusieurs distinctions des autorités chinoises mais aussi de certaines

d'ailleurs distributeur agréé de la marque Star. Elle fait aussi dans l'achat, le groupage et le transport des marchandises de la République populaire de Chine vers le Niger. A cela, il faut ajouter le transfert d'argent du Niger vers la Chine.

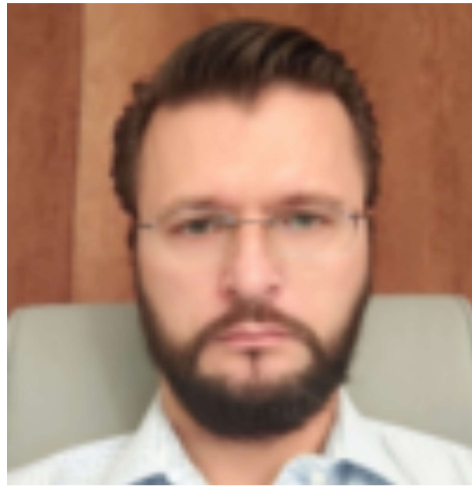
Ukraine : les véritables origines de la guerre (suite)

Oleg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.

La quatrième grande guerre du dollar

Le troisième pilier-porteur sous-jacent de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine, qui sera la quatrième grande guerre du dollar.

Objectif : l'affaiblissement de la Russie qui est le partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémen-



tarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaro-technologique. Et, malgré le maintien par la Chine du statut quo vis-à-vis de la guerre en Ukraine, à la suite de menaces directes de graves sanctions émanant de l'occident collectif dirigé par les USA, ce dernier fait un constat amer : l'alliance sino-russe n'a nullement été ébranlée.

De même que pour la guerre en Ukraine et les guerres précédemment mentionnées, il est important de faire le constat des faits qui indiquent que, d'une part, la guerre des Etats-Unis face à la Chine est inévitable et que, d'autre part, les véritables raisons de la future guerre sont, une fois de plus, et en grande partie dans la volonté de la RPC à se soustraire du système des pétrodollars, ce qui est un véritable casus belli « classique » du point de vue

du pouvoir américain.

Plusieurs faits majeurs mettent les Américains dans la nécessité d'agir d'une manière ferme, dont je peux en citer les principaux :

En 2012, la Chine commence à acheter le pétrole brut à l'Iran, en payant en yuan. À l'Iran qui déjà, depuis 2016, fait libeller ses contrats pétroliers en euro, en rejetant le dollar américain.

En 2015, la Chine lance les futures - contrats à terme sur le pétrole auprès de Shanghai Futures Exchange, qui ont pour objectif principal la réalisation des transactions via des swaps en yuan entre la Russie et la Chine et entre l'Iran et la Chine – ce qui est un nouvel élément stratégique de la géopolitique chinoise.

En 2017, la Chine avec ses importations de 8,4 millions de barils du pétrole brut par jour, devient le premier importateur mondial de pétrole brut et, parallèlement, signe un accord avec la Banque centrale de Russie, visant à acheter le pétrole russe avec la monnaie chinoise.

En 2022, comme on l'a vu précédemment, la RPC entre en accord avec l'Arabie Saoudite pour les achats du pétrole en yuan.

Et ces processus, rappelons-nous,

se déroulent parallèlement à la séparation lente, mais progressive des bons du Trésor américain, dont la masse détenue par la Chine a été diminuée de 1/4 dans les 7 dernières années.

L'analyse des initiatives entreprises par l'Empire du Milieu dans leur politique économique étrangère de la dernière décennie démontre nettement le danger en croissance exponentielle vis-à-vis de la viabilité du modèle contemporain de l'économie américaine. Seules les mesures radicales à entreprendre par le pouvoir outre-Atlantique face à l'adversaire chinois peuvent enrayer ou, au moins, essayer d'enrayer, le processus de la fragilisation des fondations de l'économie mondiale construites par l'Amérique depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans cette logique, l'attaque militaire de Taïwan par la Chine est une nécessité absolue pour les États-Unis d'Amérique. Tout sera donc fait pour que cela arrive.

dible aux bons du Trésor américain quant à la liquidité.

A suivre

L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email :
leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage
1000 exemplaires



Ecole supérieure Privée
Africaine en Management
et Technologie

@espa-mt
f t i

2^{ème} Rentrée

Inscriptions deuxième rentrée

sont en cours

Rejoignez-nous pour une année d'apprentissage enrichissante et d'opportunités exceptionnelles.



ESPA MT - Siège : au quartier Récasement à côté de la pharmacie 2ème forage

ESPA MT - ANNEXE : quartier Talladjé non loin de la station escadrille.



Obtenez plus de renseignements :

Inscriptions en ligne disponibles sur notre site : www.espa-mt.com

+227 90232725 - 99595018